

## ARRÊTÉ D'ALIGNEMENT INDIVIDUEL

### LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SCIENTRIER

- Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L112-1 à L112-8 et L 141-3,  
**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques,  
**Vu** le Code général des collectivités territoriales,  
**Vu** le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants,  
**Vu** la volonté de constater la limite de la voie publique au droit de la propriété riveraine,  
**Vu** la volonté de délimiter entre la propriété publique communale relevant de la domanialité publique routière non cadastrée le long de la **voie communale** dite « **Route du Vivier** » et la propriété riveraine privée sise **SCIENTRIER, cadastrée A parcelle n° 1235** appartenant à la **SARL PASQUIER**,  
**Vu** l'absence de plan d'alignement,  
**Vu** le procès-verbal concourant à la délimitation de la propriété des personnes publiques dressé par François MAGNANT, Géomètre-Expert, en date du 14 janvier 2025, annexé au présent arrêté conforme à la doctrine de l'Ordre des géomètres-experts (Conseil supérieur 24 janvier 2017),  
**Vu** l'état des lieux.

## ARRÊTÉ

### Article 1 : Limite de fait

La limite de fait de l'ouvrage public routier est constatée suivant la **ligne brisée** représentée par un trait rouge discontinu passant par **les sommets A, B, C et D**.

Nature des limites : A, B (tirefonds), C et D (bornes nouvelles résine)

Le plan joint au procès-verbal susvisé permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets.

### Article 2 : Limite foncière

La limite foncière est constatée suivant la **ligne brisée** représentée par un trait rouge discontinu passant par **les sommets A, B, C et D**.

Nature des limites : A, B (tirefonds), C et D (bornes nouvelles résine)

Le plan joint au procès-verbal susvisé permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets.

### Article 3 : Régularisation foncière

La présente délimitation a permis de mettre en évidence la concordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public. Aucune régularisation foncière n'est à prévoir.

### Article 4 : Notification

Ce présent arrêté sera notifié au(x) riverain(s) concerné(s) et à François MAGNANT, géomètre-expert.

### Article 5 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

### Article 6 : Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté reste valable tant qu'aucune modification des lieux n'intervient. À défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Fait à Scientrier, le 07/08/2025

Le Maire .....

Arrêté notifié aux riverains par courrier recommandé avec accusé de réception, le  
Arrêté notifié par courrier simple à François MAGNANT, géomètre-expert le :  
Arrêté affiché aux portes de la mairie le :

